Zeitschrift: Wasser- und Energiewirtschaft = Cours d'eau et énergie
Herausgeber: Schweizerischer Wasserwirtschaftsverband
Band: 56 (1964)
Heft: 4-5

Artikel: Les tâches des cantons dans l'aménagement régional
Autor: Ravussin, M.H.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-921806

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

schaftsschutz zusammenarbeiten. Früher oder später wird sich die Frage stellen, ob die kantonalen Rechtsgrundlagen für eine wirkungsvolle Planung genügen. Nach der bundesgerichtlichen Praxis sind öffentlichrechtliche Eigentumsbeschränkungen mit der Eigentumsgarantie vereinbar, «wenn sie auf gesetzlicher Grundlage beruhen, im öffentlichen Interesse liegen und sofern sie in der Wirkung einer Enteignung gleichkommen, gegen Entschädigung erfolgen» (BGE 85 I 36, 231 mit Verweisungen). In einem Entscheid vom 11. Mai 1960 i. S. K. und M. gegen Einwohnergemeinde Zurzach und Regierungsrat des Kantons Aargau hat das Bundesgericht festgestellt, dass «Planungsmassnahmen des modernen Baurechts ... eine derart weitgehende Verpflichtung zu sozial sachgemässer Ausübung des Eigentums» bedeuten, dass sich solche öffentlich-rechtliche Eigentumsbeschränkungen «nur unter Verwendung neuer oder zumindest neu gefasster Rechtsinstitute verwirklichen» lassen.

Die Verbindlichkeit von herkömmlichen Ortsplänen, die allenfalls von der zuständigen kantonalen Behörde zu genehmigen sind, ist in der Regel nach der geltenden Gesetzgebung möglich. Sollen aber auch regionale und kantonale Richtpläne verbindlich sein, direkt für das betroffene Grundeigentum oder als Auftrag an die Gemeinden? Hier stellen sich de lege ferenda gesetzgeberische Aufgaben, die wohl in den meisten Kantonen noch der Lösung harren.

Von besonderer Wichtigkeit und Dringlichkeit ist die Aufgabe des Kantons, die verschiedenen Planungen zu koordinieren, insbesondere die kantonale Verkehrsplanung und die regionale und örtliche Siedlungsplanung. Expresstrassen und Städtebau — Autobahnanschlüsse und Siedlungsplanung sind Begriffspaare, die höchstaktuelle Probleme umfassen.

Damit sind lediglich einzelne Aufgaben der Kantone herausgegriffen. Wie soll der Kanton diese und andere Aufgaben organisatorisch anpacken? Von vornherein hat sich die gesamte kantonale Politik, die Tätigkeit des Parlamentes und der Regierung am landesplanerischen Leitbild zu orientieren. Das erfordert laufend intensive Vorarbeit. Wer soll sie tun? Zunächst zweifellos die zuständigen Verwaltungsabteilungen. Eine Koordination dieser Vorarbeiten drängt sich jedoch auf. Sie kann in einer Arbeitsgemeinschaft der zuständigen Chefbeamten, vielleicht unter Beizug von Persönlichkeiten ausserhalb der Verwaltung erfolgen. Diese Kommission hätte das Leitbild im Sinne eines kantonalen Richtplanes laufend zu konkretisieren. Dazu bedarf sie wenigstens in den grösseren Kantonen eines Vollzugsorganes, einer Planungsstelle, welche für die erforderliche Grundlagenbeschaffung, Auftragserteilung und Koordination im einzelnen sorgt. Ob diese Planungsstelle als selbständige Abteilung organisiert oder beispielsweise an das Hochbauamt angegliedert ist, bestimmt sich nach den jeweiligen Verhältnissen des Kantons.

Die landesplanerische Aufgabe ist eine der schönsten und verheissungsvollsten Aufgaben der Kantone. Sie entschlossen bejahen und in die Hand nehmen heisst arbeiten an einer lebensvollen Zukunft der föderativen Eidgenossenschaft.

LES TACHES DES CANTONS DANS L'AMENAGEMENT REGIONAL

M. H. Ravussin, Conseiller d'Etat, Chef du Département des travaux publics du canton de Vaud

CD. 711.3

Des cantons forts, conscients des problèmes qui leur sont propres, avec une administration dynamique, et les tâches de la Confédération seront bien allégées. Des communes indépendantes, qui prennent des initiatives sans attendre qu'elles n'en reçoivent l'ordre et nous aurons une formule de travail efficace, sans lourdeur et sans tracasserie administrative.

Les cantons ne sauraient cependant légiférer sans tenir compte des besoins et des droits de leurs voisins. La plupart de nos cantons n'ont pas de frontière commune, ce qui implique que leurs problèmes doivent se résoudre en commun. Les ententes entre cantons sont donc une impérieuse nécessité.

En matière d'aménagement du territoire, c'est d'autant plus difficile que les intérêts économiques se heurtent entre eux. L'exploitation énergétique des cours d'eau est l'exemple le plus typique. Les besoins d'énergie sont tels que la politique cantonaliste traditionnelle est largement dépassée. Une collaboration est indispensable pour coordonner des besoins parfois divergents tels qu'industrie et tourisme, ou même opposés: équipement industriel et protection des sites.

La lutte contre la pollution des eaux oblige elle aussi les cantons à s'entendre. Des rivières telles que le Rhône, la Sarine et la Broye, qui empruntent le territoire de plusieurs cantons, posent des problèmes qui dépassent largement le cadre cantonal et obligent les communes, dans ce domaine particulier, à repenser leurs conceptions séculaires d'autonomie.

L'exemple le plus frappant et le plus navrant est celui du problème du canal du Rhône au Rhin. L'aménagement de cette voie fluviale ne peut se réaliser que par la collaboration de tous les cantons riverains. Ils sont peu nombreux ceux qui contestent l'impérieuse nécessité de décharger d'un trafic de jour en jour plus lourd, et le rail et la route. Faudra-t-il que l'asphyxie de notre économie soit consommée pour que nos yeux se déssillent enfin. L'exemple du Tunnel du Grand-Saint-Bernard est là pour prouver que l'audace paie. L'avenir dira si l'adage voulant que l'on ne prête qu'aux riches, est toujours vrai. On peut être de faibe capacité financière, mais riche d'esprit, d'initiative et de volonté de progresser.

Le principal obstacle à la collaboration des cantons provient de la disparité des situations économiques. Les cantons économiquement forts disposent de moyens divers qui augmentent leur pouvoir d'attraction. Si, dans certains Etats confédérés, tout ou presque reste à faire, d'autres comparativement sont suréquipés. Si le maintien de notre fédéralisme est une nécessité pour notre pays, ce fédéralisme ne saurait rester statique mais au contraire s'adapter aux exigences du siècle. Il est normal que les cantons luttent pour la sauvegarde de leur indépendance et s'opposent à la centralisation. Une péréquation financière, librement consentie, est cependant indispensable. Elle trouverait tout naturellement sa place dans le cadre de concordat de cantons. Fédération d'Etats certes, mais avec la perspective d'une utilisation égale des moyens et comme but le bien-être et la promotion de tous.

La volonté des autorités devrait converger vers quelques idées générales. Après avoir précisé les normes idéales de densité des espaces habités, situer les régions où une concentration des peuplements serait souhaitable. Les avantages en sont évidents pour l'agriculture, pour l'industrie, pour le tourisme. Ils ne sont pas moins réels pour l'économie en général, car cette concentration permet une utilisation plus rationnelle de l'équipement (voies ferrées, routes), une répartition plus rationnelle de l'énergie, une lutte plus efficace contre les sources de pollution de toute nature.

La concentration des lieux habités n'est pas en contradiction avec la lutte contre le dépeuplement des campagnes. Si on ne peut songer à redonner vie à tous les villages, on doit renforcer le pouvoir attractif des centres régionaux et leur donner un rôle analogue à celui des centres secondaires des cités. Il nous est encore possible d'éviter l'hypertrophie de très grandes villes. D'année en année nous rencontrons davantage d'individus ballottés d'une région à l'autre et qui semblent être de nulle part. En revalorisant les régions où les ponctions de main-d'œuvre se multiplient, nous apportons une solution à ce mal du siècle, le déracinement. C'est un problème humain qui se pose à notre intelligence et plus encore à notre cœur.

En résumé les tâches des cantons sont: prévoir, informer, sauvegarder, coordonner.

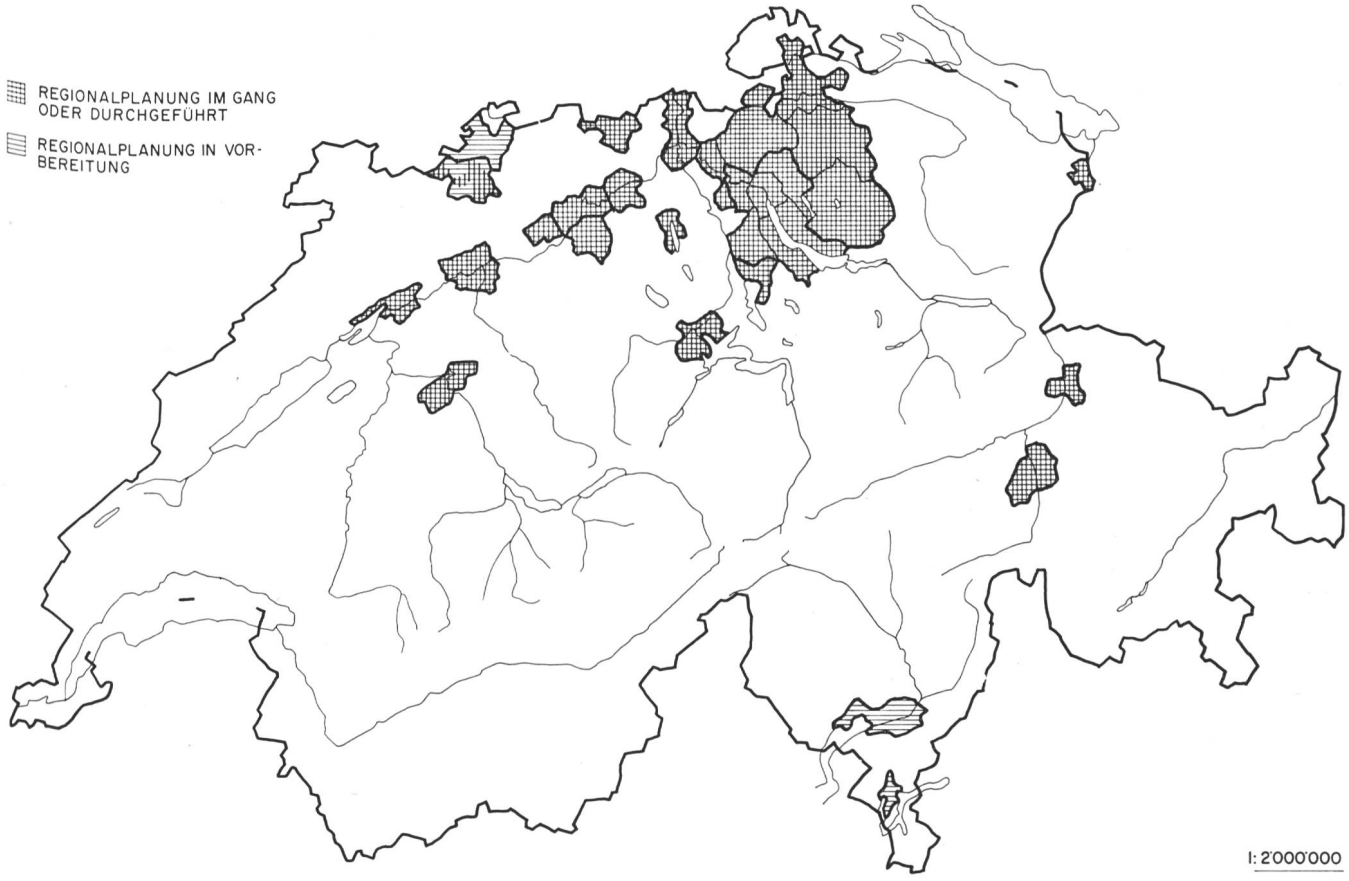
Les appareils à mettre en place pour l'accomplissement de ces tâches sont plus complexes et plus coûteux qu'on ne le pense. Les bases légales sont laborieuses à mettre au point. Raison de plus pour s'y atteler avec énergie et persévérance. L'enjeu est de taille, et si nous ne pouvions nous élever à cette taille-là, nul doute n'est possible, nous serions mûrs pour l'incorporation à un Etat centralisateur et niveleur.

PRAKTISCHE AUFGABEN DER REGIONALPLANUNG

Hans Aregger, Vorsteher des kantonalen Regionalplanungsamtes, Büro in Zürich

DK 711.3

Das Ausland ist uns in der Siedlungsplanung vorausgegangen. Als sich dann auch in der Schweiz die Notwendigkeit hiezu immer gebieterischer aufdrängte, begannen manche Gemeinden, Ortsplanungen einzuführen. Die Landesplanung hat bis heute ihre grössten Erfolge auf dem Gebiete der Ortsplanung aufzuweisen. Immer mehr zeichnet sich aber in vielen Ortschaften unseres Landes, vor allem aber in jenen, in denen sich die Interessen der Gemeinden zusehends verflechten, die Notwendigkeit eines gemeinsamen Vorgehens ab. Es wäre ein Fehler zu glauben,



Gebiete der Regionalplanungsgruppen. Regionalplanungsgruppe ist hier verstanden im Sinne eines Zusammenschlusses von Gemeinden zum Zwecke gemeinsamer Planung; nicht eingezeichnet sind daher von einzelnen Kantonen zentral organisierte Planungen (Genf, Waadt, Neuenburg, Basel-Stadt, Schaffhausen) sowie die Sektionen der Schweizerischen Vereinigung für Landesplanung/VLP, die ebenfalls den Titel «Regionalplanungsgruppen» führen (Cliché aus: Rolf Meyer, Heutige Aufgaben der Landesplanung, Schriftenfolge No. 6 VLP, 1963, Sep. aus «Plan» 1963)